



**Manufacturiers et
Exportateurs du
Québec**

Rapport 2013 /

ÉCONOMIE



JACQUES NADÉAU LE DEVOIR

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Québec aidera le secteur manufacturier à devenir plus productif et plus vert

Élaine Zakaib annonce un plan d'un milliard pour créer 25 000 emplois

ÉRIC DESROSIERS

Québec investira un milliard de plus en trois ans dans une vingtaine de mesures pour aider le secteur manufacturier québécois à s'adapter plus rapidement à la nouvelle réalité économique et à créer 25 000 nouveaux emplois.

« Notre secteur manufacturier doit accélérer le virage, dit le ministre déléguée à la Politique industrielle, Elaine Zakaib, dans la préface de la politique en question qu'elle a dévoilée jeudi. Il est temps que nous fassions de l'augmentation de la productivité une priorité économique nationale, par la modernisation et le verdissement de nos entreprises. »

Le problème est bien connu. Les technologies de l'information et l'automatisation ont bouleversé les modes de fonctionnement des entreprises alors que la mondialisation a mené à l'établissement de chaînes de valeur globales au sein desquelles les économies émergentes mènent une concurrence féroce. Généralement plus petites, les entreprises manufacturières québécoises investissent moins que les autres dans l'amélioration de leur productivité et de leur bilan environnemental et risquent de perdre encore plus de terrain qu'elles ne l'ont déjà fait au cours des 25 dernières années. Or, bien qu'elles ne comptent désormais plus que pour 14,1 % du produit intérieur brut (PIB) au Québec, elles restent responsables de 88 % de ses exportations, de plus de la moitié de ses dépenses en recherche et développement, et de l'activité économique de bien des régions.

La Politique industrielle québécoise 2013-2017 s'inscrit dans le cadre plus large de la nouvelle politique économique dévoilée lundi en grande fanfare par la première ministre, Pauline Marois. Faisant l'objet de consultations de

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE
Elaine Zakaib au moment d'annoncer sa politique industrielle.

puis des mois, elle comprend trois axes d'intervention: l'encouragement des entreprises, et tout particulièrement des PME, pour qu'elles investissent plus dans la modernisation et le verdissement de leurs activités (461 millions); l'aide à l'émergence de nouvelles entreprises championnes (254 millions); et un meilleur armement dans la recherche d'innovations et leur commercialisation (328 millions).

Pour y arriver, le gouvernement compte, entre autres, améliorer ses crédits d'impôt aux PME pour leurs efforts en matière de modernisation et de nouvelles technologies. On veut aider les entreprises du Québec à mieux comprendre les grandes chaînes de valeur mondiales et à s'y faire une place. On entend les soutenir dans l'obtention de certifications vertes reconnues.

Trois nouvelles grappes industrielles verront le jour: en électrification des transports, en

design industriel et en mode. Environ 300 PME particulièrement prometteuses seront accompagnées de façon spéciale dans l'espoir qu'au moins une vingtaine d'entre elles atteignent, dans dix ans, un chiffre d'affaires annuel d'au moins 200 millions. Les ministères et les sociétés d'État seront encouragés à servir de banc d'essai aux innovations québécoises. Un nouveau Comité consultatif des partenaires de l'industrie sera aussi mis sur pied afin de rester à l'affût de l'évolution de la situation au Québec.

Les fleurs et le pot

« Cette politique reconnaît très clairement la priorité manufacturière », ont réagi les Manufacturiers et exportateurs du Québec, qui feront justement partie de ce nouveau Comité des partenaires.

« La politique industrielle identifie plusieurs bonnes cibles », a commenté pour sa part le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval. « Reste cependant à voir si la politique sera en mesure de produire les résultats attendus, et ce, tout en tenant compte de la marge de manœuvre limitée du gouvernement sur le plan financier. »

Le gouvernement péquiste prend, une nouvelle fois, le parti de l'interventionnisme économique en réservant son aide à certains secteurs et même à certaines entreprises, au détriment des autres, a déploré pour sa part la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). Il aurait mieux fait, selon elle, de chercher à améliorer le climat d'affaires général en faisant de l'ordre dans tous les programmes déjà existants et en réduisant le fardeau fiscal des entreprises ainsi que le poids de la réglementation et de la paperasserie, particulièrement lourd pour les plus petites d'entre elles.

Le Devoir

AUDIENCE DE L'ONE

Suncor dit que sa survie passe par le pétrole de l'Ouest

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Suncor Énergie demande à l'Office national de l'énergie (ONE) de ne pas se mêler du type de pétrole éventuellement acheminé à Montréal par le réseau de pipelines d'Enbridge. Il en va de la survie de la raffinerie montréalaise, a averti jeudi le représentant de Suncor, L.E. Smith, à l'organisme chargé d'examiner le projet d'inversion du flux de la canalisation 9B d'Enbridge.

L'avocat a balayé du revers de la main l'idée de limiter la quantité de pétrole issu des sables bitumineux — plus polluant — pouvant s'écouler dans la métropole québécoise comme condition à l'approbation du projet d'Enbridge, et ce, même si la raffinerie de Montréal a la capacité de raffiner à l'heure actuelle seulement une « quantité limitée de pétrole lourd y compris des mélanges de bitume dilué ».

Cependant, des « innovations » ou des « évolutions du marché » pourraient pousser Suncor à revoir la diète de sa raffinerie de l'est de Montréal, qui traite en ce moment plus de 15 000 barils de pétrole lourd étranger par jour sur 137 000. Enbridge exhorte ainsi l'ONE de ne pas imposer de « restrictions arbitraires » au contenu de l'okérou de 38 ans reliant Sarnia à Montréal. « Ils ont besoin de cette flexibilité », a dit M. Smith au troisième jour des audiences publiques à Montréal.

« La raffinerie de Suncor compte sur la réinversion afin de pouvoir continuer ses opérations », a mis en garde le représentant de Suncor au troisième jour des audiences à Montréal.

« Cherchant à se réserver un accès direct au pétrole des sables bitumineux, la compagnie albertaine réclame l'autorisation d'être approvisionnée, « comme dans le passé », par du pétrole lourd par le biais de la ligne 9. En effet, l'équivalent de milliers de barils de pétrole lourd y compris de bitume dilué a été acheminé sans problème entre 1979 et 1999, a soutenu M. Smith. « C'était acheminé de façon sécuritaire. »

« Quelque 25 000 emplois directs et indirects sont tributaires de l'industrie pétrochimique, a insisté M. Smith devant l'ONE. « Ces gens-là tiennent leurs familles. Ils dépendent de l'argent dans leur communauté et paient des taxes et des impôts qui viennent payer pour les écoles et les hôpitaux. [...] Pourquoi compromettre tout cela ? » Les audiences publiques de l'ONE ne sont pas « un référendum sur notre mode de vie », a-t-il fait valoir, invitant les commissaires à focaliser leur attention sur l'importance du projet pour l'économie québécoise, ainsi que le respect des pratiques les plus sécuritaires par Enbridge. À cet égard, le bitume dilué n'est pas plus corrosif que le pétrole brut classique, a-t-il répété, concédant toutefois que le risque zéro n'existait tout simplement pas. « On n'arrête pas de conduire les autos et les camions [...] parce qu'il y a eu des accidents. C'est malheureux. On fait ce qu'on peut pour les éviter, ces accidents. On ne devrait pas mettre fin à notre mode de vie », a déclaré M. Smith, avant d'ajouter: « Les pipelines font partie de notre mode de vie. »

Puisque « Valero n'envisage pas de se convertir au pétrole lourd [et que] Suncor hésite », il serait précipité de permettre à Enbridge de faire couler du pétrole lourd de l'Alberta dans la métropole québécoise aux yeux du porte-parole de Stratégies Énergétiques, Dominique Neuman. « [Les dirigeants d'Enbridge] n'arrêtent pas de répéter que ce projet est conçu pour transporter du pétrole léger de Bakken — du pétrole de schiste — et du pétrole léger naturel ou synthétique qui se trouve en Alberta, et non pas du pétrole lourd. Je demande à l'Office: "Tenez-les au mot. Faites en une condition à votre autorisation." L'Office devrait maintenir l'obligation actuelle, qui est de transporter du pétrole léger et non sulfureux », a-t-il insisté.

En dépit du resserrement des mesures de sécurité aux abords du Palais des congrès, des dizaines d'opposants au projet d'Enbridge se sont réunis dans le quartier international. Ils ont vu leur rassemblement rapidement contenu par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Une trentaine d'entre eux ont été appréhendés.

Les audiences de l'ONE ne sont pas « un référendum pour savoir si on devrait changer notre mode de vie »

L.E. Smith

FERMETURE D'ÉLECTROLUX

Début prochain de la quête d'un remplaçant

FRANÇOIS DESJARDINS

La MRC de l'Assomption souhaite que le démarcheur chargé de trouver un acheteur pour l'usine d'Electrolux puisse ramener « une entreprise à l'échelle nationale ou internationale, mûre, prête au développement et à l'agrandissement », selon la préfète Chantal Deschamps.

Le départ prévu d'Electrolux, où travaillent plus de 1000 personnes qui assemblent des cuisinières, a entraîné toute une opération visant à combler le vide causé par le transfert définitif des emplois vers le Tennessee en 2014.

« On croise les doigts », a dit M^{me} Deschamps, selon laquelle le poids économique de l'usine dans la région est notamment associé au fait que la masse salariale des employés de l'usine tourne autour de 45 millions. La MRC chiffre à 1300 le nombre d'employés.

Le processus consistant à chercher un démarcheur a commencé hier. L'opération bénéficie de l'appui du gouvernement du Québec, qui a offert au printemps une subvention de 600 000 \$.

Au moment de l'annonce de la fermeture de l'usine en 2010, les travailleurs de l'usine ont été sidérés d'apprendre qu'Electrolux avait, en parallèle, obtenu une aide financière de plusieurs dizaines de millions de la part des gouvernements au Tennessee pour construire un établissement d'assemblage à Memphis.

Le Commercial Appeal, un journal local, a conclu en 2011 que les diverses formes d'aide et de crédits totalisent 188 millions, un chiffre qu'il qualifie de « prudent, car l'information est limitée ».

À l'époque, le syndicat de l'usine à l'Assomption avait aussi tracé un lien direct entre le fait que les employés de Memphis ne seraient payés que 13,50 \$ l'heure, sans les avantages sociaux, comparativement à 18,75 \$ au Québec. En juin dernier, le Commercial Appeal a rapporté que l'usine comptait déjà 374 employés qui fabriquent des cuisinières haut de gamme.

M^{me} Deschamps a dit que l'argent reçu du gouvernement du Québec a permis de commander une étude de caractérisation auprès de Montréal International, l'objectif étant de déterminer le potentiel de l'établissement et

les types d'entreprises qui pourraient en faire l'usage. Lorsque Le Devoir a demandé à consulter le document, M^{me} Deschamps a répondu qu'il s'agit d'un « outil de démarchage stratégique ».

De son côté, le syndicat des employés a de nouveau offert son appui aux démarches. « Les dirigeants de la MRC nous ont appuyés et consultés depuis l'annonce de la fermeture d'Electrolux. Ils nous ont impliqués dans l'élaboration de leur stratégie de relance. Nous sommes tout à fait d'accord avec cette initiative », a affirmé Dominique Durand, président d'atelier de la section locale 1148 de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale.

Selon lui, les intentions de la compagnie ne sont pas suffisamment claires. Par exemple, un avis de licenciement massif diffusé en juillet n'a rien entraîné pour l'instant. « Ça n'a pas eu lieu parce que l'usine de Memphis a pris du retard, alors que a dû embaucher. Et là, on prévoit des mises à pied en décembre avec une grosse vague en février 2014. »

Le Devoir

Le Devoir

Table des matières

La croissance est un engagement / Bernard Labrecque	2-3
Noir sur blanc / Simon Prévost	4-5
2013 / Abrégé	6-7
Priorité Manufacturière / Performance 2013	8-9
Champs d'action / Stratégie manufacturière	10-13
Champs d'action / Marchés extérieurs	14-21
Champs d'action / Capital humain	22-25
Champs d'action / Énergie et développement durable	26-29
Réseaux Experts / Par excellence	36-37
Formations MEQ / Gain de productivité	38-39
Conseil d'administration / Grands partenaires	40-41
L'association / SCIAN 33	42-43





La croissance est un engagement

BERNARD LABRECQUE

Président du conseil d'administration de MEQ

Les défis quotidiens des entreprises manufacturières et exportatrices sont de plus en plus exigeants dans une économie mondialisée en pleine transformation. La concurrence est plus vive, le temps de réaction plus court et la nécessité d'être à l'avant-garde ne se discutent plus. Mais les occasions sont aussi plus nombreuses. Les entreprises d'ici veulent profiter de ces occasions en attaquant de nouveaux marchés et en consolidant leur présence sur leurs marchés traditionnels. La bataille que nous devons mener pour être les meilleurs nécessite un engagement de tous les instants. Engagement des équipes de gestion à développer une meilleure vision stratégique; engagement des employés à améliorer les processus et la compétitivité; engagement des pouvoirs publics à soutenir les industries créatrices de richesse et engagement de tous les acteurs économiques à innover à tous les niveaux. Cette exigence signifie aussi pour l'entreprise d'être à l'affût et de développer de nouveaux modèles d'affaires adaptés à la réalité concurrentielle. L'entreprise doit toujours plus se synchroniser au marché, s'insérer dans des réseaux performants, capter des idées, cultiver des talents et construire sa croissance en apprenant, constamment.

Cela dit, la performance de l'entreprise ne peut pas uniquement être le résultat des actions posées à l'intérieur des organisations. La qualité de l'environnement d'affaires est déterminante et la dynamique de la globalisation doit aussi être apprivoisée à l'échelle du Québec pour permettre une croissance durable. Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) joue d'ailleurs un rôle particulier dans l'organisation d'une collaboration entre les acteurs afin que cette collaboration devienne une habitude et que la compréhension collective des tendances se traduise en actions efficaces pour le secteur manufacturier. Au-delà des nouvelles initiatives et des diverses activités de l'association, l'année 2013 aura été marquée pour MEQ par des représentations qui ont permis d'obtenir du gouvernement du Québec une nouvelle politique industrielle et un plan de développement du commerce extérieur. L'engagement des membres de MEQ envers leur association a permis ce nouvel alignement des politiques économiques. Au nom de MEQ, et en tant que président de son conseil d'administration, je vous en remercie.





Noir sur blanc

SIMON PRÉVOST

Président de MEQ

La fabrication de biens est d'une grande complexité, mais c'est aussi la fabrication qui offre à l'économie les meilleurs leviers de création de valeur ajoutée. Plusieurs pays occidentaux font le même constat et ont décidé de mettre en œuvre de nouvelles stratégies industrielles. Le Québec a suivi le pas en déposant cet automne une nouvelle politique économique directement tournée vers l'industrie manufacturière. Ayant insisté pendant plusieurs années sur l'importance du secteur, MEQ s'est réjoui de ce nouveau cadre politique car, de l'innovation à l'internationalisation, la nouvelle politique économique du Québec fait écho à l'essentiel de nos recommandations.

La valeur de cette politique dépendra cependant de la qualité avec laquelle elle sera appliquée. Elle se mesurera aussi à la hauteur des résultats. Si aucun gouvernement n'a de contrôle sur les influences de l'économie mondiale, la première responsabilité de l'État est celle d'assurer des conditions d'affaires favorables à la prospérité économique et de permettre ainsi à l'entreprise privée de faire ce qu'elle fait de mieux : développer de nouvelles technologies et créer de la richesse. Le Québec dispose d'atouts indéniables et il n'y a aucune raison que sa performance économique ne se démarque pas.

Les enjeux auxquels sont confrontées les entreprises manufacturières et exportatrices sont multiples et exercent une pression sur toutes ses fonctions : l'intensité de la concurrence les oblige à être hautement efficaces sur le plan des coûts tout en devant exceller sur le plan de l'innovation, avec la mise en marché de produits de qualité. Le talent et le savoir feront la différence.

Le Rapport 2013 fait état de toutes les actions de l'association et de tous les canaux qu'elle offre pour partager les idées et mobiliser les forces d'un nouvel élan industriel. Ne perdez aucune occasion de nous communiquer vos enjeux de croissance, vos attentes et vos suggestions. Nous avons tous à y gagner.



2013 / abrégé

Ouverture du **10^e Réseau Expert de MEQ**
le Réseau Expert Commerce international

Page 17

49 rencontres Réseaux Expert, **1 008** participants

Page 36

Mise en place du groupe de dirigeants
Leadership Global

Page 16

1 nouvelle **politique industrielle** pour le Québec

Page 12

42 évènements de réseautage, **1 282** participants

+19 % de visibilité dans les médias*

*de novembre 2012 à novembre 2013, par rapport à la même période l'année précédente.

1 nouvelle publication / **Accès États-Unis** /
information stratégique et affaires internationales

Page 18

1 partenariat avec EDC pour faciliter l'accès à
l'assurance crédit

Page 16

1 nouvelle formation / **Réussir à l'international**

Page 39

19 rencontres Innovation Illimitée, **200** participants

Page 12

1 porte ouverte sur l'Europe : Manufacturiers et exportateurs
du Canada devient l'organisation représentative du réseau
Enterprise Europe Network au Canada

Page 17

Performance 2013

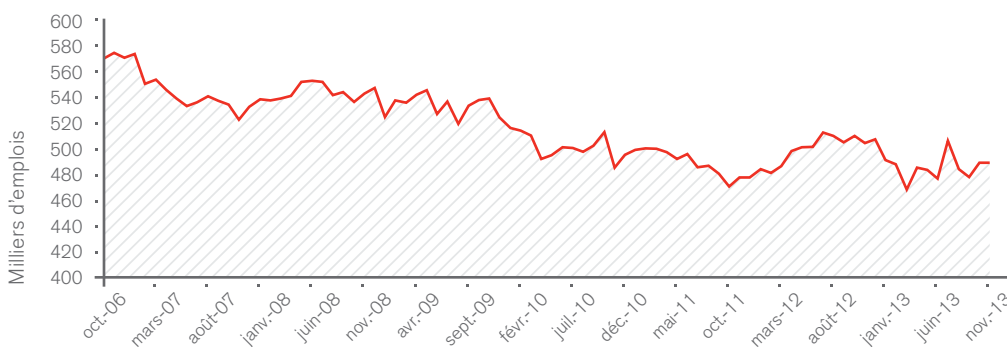
Le secteur manufacturier québécois a montré en 2013 une relative résilience, mais son dynamisme reste limité. On ne peut rester faible indéfiniment. L'industrie doit retrouver une croissance ferme. **Rapidement.**

-3,6 %*

Après avoir enregistré un gain de 27 000 emplois en 2012, le secteur manufacturier québécois a perdu 18 000 emplois en 2013.

* De décembre 2012 à novembre 2013

Variation de l'emploi manufacturier, Québec

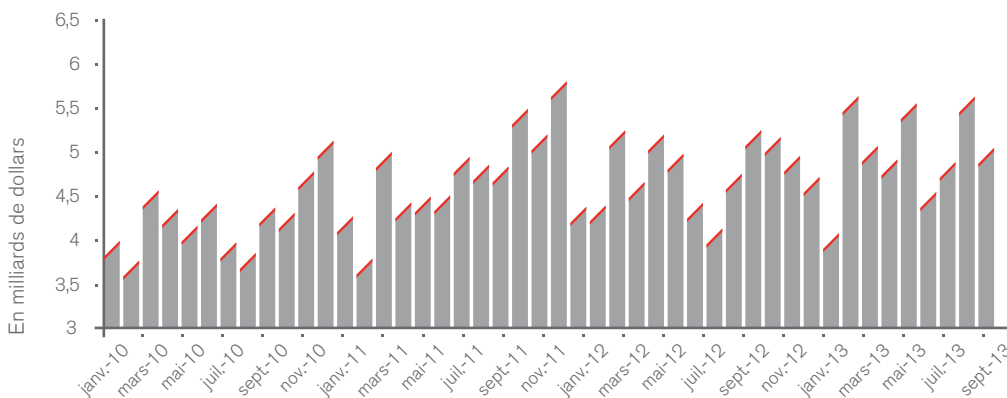


+3,9 %*

Les exportations du Québec augmentent progressivement depuis quelques années, mais sans résoudre l'enjeu du déficit commercial.

* Période janvier-octobre 2012 par rapport à janvier-octobre 2013

Variation des exportations (valeur nominale), Québec

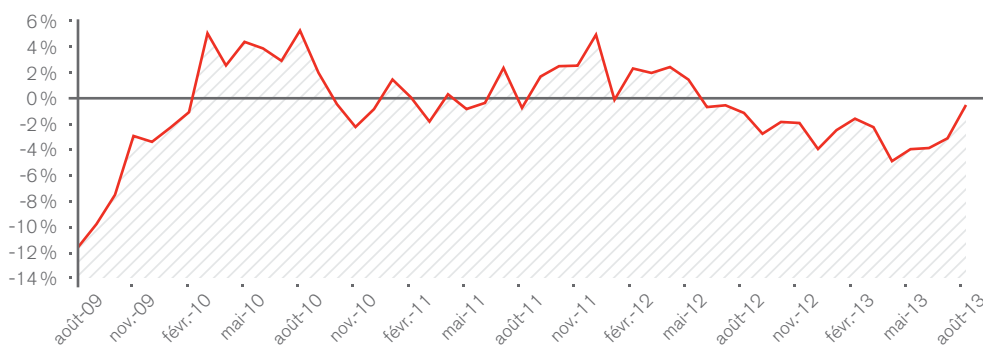


-3,0%*

La croissance du PIB manufacturier est négative depuis mai 2012.
La chute s'est accélérée en 2013 et apparaît relativement généralisée.

* De septembre 2012 à août 2013

Croissance annuelle moyenne du PIB manufacturier, Québec



PIB manufacturier, par industrie, Québec

Période : de septembre à août

	En millions de dollars, par industrie		Variation annuelle	
	2011-2012	2012-2013	En millions de dollars	En %
Fabrication (ensemble du secteur)	43 829,1	42 517,7	-1 311,4	-3,1 %
Aliments	5 163,6	4 603,4	-560,2	-12,2 %
Boissons et produits du tabac	1 950,7	1 946,4	-4,2	-0,2 %
Usines de textiles et de produits textiles	637,7	578,9	-58,9	-10,2 %
Vêtements et produits en cuir	843,6	760,0	-83,6	-11,0 %
Produits en bois	2 162,7	2 256,7	94,0	4,2 %
Papier	2 712,8	2 692,9	-19,9	-0,7 %
Impression et activités connexes de soutien	1 007,4	9 57,8	-49,6	-5,2 %
Produits du pétrole et du charbon	1 087,5	1 018,1	-69,4	-6,8 %
Produits chimiques	2 832,2	2 820,6	-11,7	-0,4 %
Produits en plastique et en caoutchouc	2 345,6	2 286,1	-59,6	-2,6 %
Produits minéraux non-métalliques	1 413,2	1 140,0	-273,1	-24,0 %
Première transformation des métaux	5 449,2	5 485,9	36,6	0,7 %
Produits métalliques	2 931,8	2 755,3	-176,5	-6,4 %
Machines	2 834,1	2 813,1	-21,0	-0,7 %
Produits informatiques et électroniques	1 392,7	1 289,1	-103,7	-8,0 %
Matériel, appareils et composants électroniques	1 366,7	1 531,3	164,6	10,7 %
Matériel de transport	5 523,3	5 397,2	-126,0	-2,3 %
Produits aérospatiaux et leurs pièces	3 917,3	3 843,3	-74,0	-1,9 %
Meubles et produits connexes	1 333,1	1 373,2	40,1	2,9 %
Activités diverses de fabrication	1 041,9	998,0	-43,8	-4,4 %

L'amélioration de la compétitivité doit s'inscrire dans un processus continu. MEQ agit à la fois sur le front des politiques gouvernementales, celui de l'échange de meilleures pratiques et de la rencontre des expertises. La collaboration et la concertation permettent de développer une compréhension partagée des enjeux de croissance et d'augmenter **l'efficacité des solutions.**

Stratégies manufacturières

Représentation politique / reconnaître la priorité manufacturière

Mars 2013 / Budget fédéral / Manufacturiers et exportateurs du Canada a félicité le gouvernement fédéral pour les orientations de son dernier budget. Le gouvernement du Canada a, en effet, répondu à l'appel de l'association en déposant un budget reconnaissant la priorité manufacturière avec, notamment, l'extension jusqu'en 2015 de la déduction pour amortissement accéléré des investissements et des fonds accordés dans les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile ainsi que dans le secteur forestier. Le gouvernement a également annoncé de nouvelles mesures soutenant la formation de la main-d'œuvre.

Mars 2013 / MEQ prend part aux consultations du ministère des Finances et de l'Économie sur la Politique industrielle et insiste sur le caractère transversal d'une telle politique. MEQ a demandé à ce que la Politique industrielle offre un levier de croissance généralisé pour l'ensemble des industries et que la stratégie à l'innovation permette d'assurer un transfert technologique qui bénéficie à un maximum d'entreprises. MEQ a également insisté pour que le gouvernement pose les gestes qui permettront une amélioration directe de la rentabilité des entreprises, notamment 1) en améliorant la fiscalité, 2) en renforçant les infrastructures de transport et de logistique ainsi que les infrastructures scientifiques, technologiques et numériques, 3) en créant un Conseil économique afin de libérer la croissance économique des instabilités politiques et 4) en axant ses orientations sur l'élimination du déficit commercial du Québec.

Avril 2013 / Banque de développement économique du Québec : MEQ demande une plus grande efficacité / Le gouvernement du Québec a proposé la création de la Banque de développement économique du Québec (BDEQ) afin de centraliser les services offerts aux entreprises. MEQ a interrogé le gouvernement sur la pertinence de cette nouvelle structure et a demandé que la BDEQ découle d'une politique industrielle préalable. Pour MEQ, l'amélioration des conditions d'affaires et la baisse globale du fardeau fiscal des entreprises sont les deux principales avenues à prioriser. Le gouvernement a finalement renoncé à la création de la BDEQ suite à son rejet par les partis de l'opposition.

Juillet 2013 / Consultations du gouvernement du Canada sur les sociétés à capital de risque de travailleurs / MEQ s'est opposé à l'élimination du crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs. L'association considère que cette décision est mal justifiée dans un contexte économique invitant davantage à encourager l'investissement dans les entreprises du secteur manufacturier. Le crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs a fait la preuve de son efficacité et s'avère être un outil complémentaire aux fonds privés, notamment en ce qui concerne le financement des repreneurs dans le cadre de l'acquisition d'entreprises. Depuis ces consultations, le gouvernement est allé de l'avant et a effectivement éliminé le crédit d'impôt. MEQ continuera dans l'avenir de défendre la pertinence de le maintenir.



1/ Simon Prévost, président, MEQ / **Symposium annuel de l'Académie canadienne du génie**, juin 2013.

2/ Stéphane Pallage, Doyen de l'ESG-UQAM / **Série Café**, novembre 2013.

3/ Richard Boudreault, M. Ing., président, chef de la direction et administrateur, Orbite Aluminae Inc. /
Lauréat **Prix de nouvelle technologie 2012**, mars 2013.

Octobre 2013 / Le gouvernement dépose une nouvelle politique industrielle. / L'association s'en est réjouie : la Politique industrielle du Québec reconnaît très clairement la *priorité manufacturière*, avec des mesures ciblant les déterminants de la productivité. MEQ est nommé parmi les associations représentatives qui siègeront au *Comité consultatif des partenaires de l'industrie*, comité créé dans le cadre de cette nouvelle politique. MEQ invitera le gouvernement à évaluer l'efficacité des mesures en place afin de permettre à l'économie québécoise de rester constamment attractive pour de nouveaux investissements, de nouvelles entreprises et le développement de nouvelles filières industrielles. MEQ coordonnera le nouveau *Programme compétitivité et développement durable* inscrit dans la Politique industrielle québécoise sous le volet accompagnement des entreprises. Ce programme permettra aux entreprises d'intégrer le développement durable dans leur stratégie d'affaires, de même que de réaliser des projets stratégiques d'amélioration continue de manière à favoriser l'accroissement de leurs exportations. La Politique industrielle prévoit également une série de mesures fiscales concentrées sur des crédits d'impôt. MEQ rappelle que l'application de ces crédits d'impôt ne réduira pas le fardeau fiscal de toutes les entreprises et qu'il conviendra d'en évaluer l'efficacité en prenant en compte les taux statutaires d'impôt des sociétés ou de taxation qui restent particulièrement élevés au Québec.

Évènements MEQ / améliorer la performance des entreprises

**innovation
illimitée**

MEQ fait de l'échange des meilleures pratiques un des piliers de son action. En 2013, 19 rencontres *Innovation illimitée* ont permis à plus de 200 participants de bénéficier d'une occasion exceptionnelle d'apprendre de l'expérience des entreprises qui ont ouvert les portes de leur atelier de production et qui ont partagé leurs dernières innovations. Souvent associées aux équipements et à l'automatisation, l'optimisation et l'intégration des procédés, aux nouvelles technologies numériques et aux systèmes d'inspection, les rencontres *Innovation illimitée* permettent à chacun des participants d'instaurer de meilleures pratiques au sein de leur propre entreprise.



4



5

4/ Simon Prévost, président, MEQ et Nicolas Marceau, ministre des Finances et de l'Économie du Québec / **Série Enjeux**, janvier 2013.

5/ L'équipe d'Artopex recevant un certificat de reconnaissance pour leur excellence en innovation / **Programme Innovation illimitée**, janvier 2013.

Les entreprises hôtes d'Innovation illimitée / 2013

- / AV&R-IMAC
 - / Armoires Cuisines Action
 - / Artopex Inc.
 - / Bain Magique
 - / Bateaux Princecraft Inc.
 - / BRP Inc.
 - / C-MAC Microcircuits ULC
 - / Centre de Robotique et de Vision Industrielles Inc. (CRVI)
 - / Emballages Mitchel-Lincoln Ltée
 - / GE Aviation
 - / Groupe Meloche
 - / Miralis Inc.
 - / PACCAR du Canada Limitée
 - / Plastiques GPR Inc.
 - / Produits Belt-Tech Inc.
 - / Schneider Electric
 - / Siemens Canada Ltée
 - / Teknion-Roy & Breton
 - / Teledyne Dalsa Semiconducteur Inc.
- Lauréat du Prix de nouvelle technologie 2012 / Québec*
- / Orbite Aluminae Inc.

Innovation illimitée est parrainé par PARI-CNRC



Programme d'aide à la recherche industrielle du CNRC

Janvier 2013 / Politique économique / MEQ a reçu le ministre des Finances et de l'Économie du Québec, monsieur Nicolas Marceau, qui a précisé à la tribune de l'association ses orientations en matière de politique économique.

Novembre 2013 / Recherche appliquée / Dans le cadre de sa *Série Café*, MEQ a reçu Stéphane Pallage, Doyen de l'ESG-UQAM afin d'explorer les possibilités de liens plus stratégiques entre les entreprises et la recherche appliquée en milieu universitaire.

Novembre 2013 / Fusions et acquisitions / En collaboration avec EY, MEQ a reçu Martin Carrier, vice-président, développement des personnes et de l'organisation ainsi que Renée Roy, directrice, gestion de talents, tous deux de Camoplast Solideal Inc. Ils ont partagé l'approche de l'entreprise en matière d'acquisition et d'intégration.

Chaque jour, l'économie mondiale devient plus dense et les interactions industrielles plus complexes. L'internationalisation passe par une compréhension aussi large que précise des réalités étrangères. La gestion des risques à l'international est infiniment plus complexe. Le rôle de MEQ est d'**éclairer les routes** et d'ouvrir les portes.

Marchés extérieurs

Représentation politique / ouvrir l'espace économique

Octobre 2013 / AECG / L'internationalisation de l'économie et la progression des entreprises canadiennes sur les marchés étrangers passent indéniablement par des relations économiques renforcées et stables entre les différentes juridictions. En 2013, le gouvernement fédéral a signé une entente de principe en vue de la ratification de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG). Avec plus de 500 millions de consommateurs, l'ouverture du marché européen aux entreprises canadiennes se traduira par d'importantes retombées économiques, en particulier pour le Québec qui, avec l'augmentation des flux commerciaux, sera une porte d'entrée et une plateforme importante à l'échelle nord-américaine.

L'AECG permettra au Canada de devenir la seule nation du G8 à avoir un accès privilégié aux deux plus grands marchés du monde : les États-Unis et l'Europe.

Manufacturiers et exportateurs du Canada (MEC) a pris part au dialogue et, au bénéfice de ses membres, a permis, dans le cadre de ces négociations, l'accès garanti à des marchés d'approvisionnement sous-nationaux et nationaux, un accès simplifié pour les voyageurs d'affaires et un alignement réglementaire pour éliminer les barrières non tarifaires.

Présent lors de la signature officielle de l'accord en Belgique, Jayson Myers, président et chef de la direction de MEC a déclaré : « L'AECG représente un nouveau monde d'opportunités pour les entreprises canadiennes. Nous avons construit sur l'Atlantique un pont qui sera emprunté par les PME pour exporter, investir et commercialiser de nouvelles technologies ».

Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Europe

Une augmentation de **20 %** du commerce bilatéral

80 000 nouveaux emplois pour les Canadiens

12 milliards de dollars injectés dans l'économie canadienne annuellement

Marché européen : **500 millions** de consommateurs /
une activité économique d'environ **17 billions**
de dollars par année.

Octobre 2013 / Plan de développement du commerce extérieur 2013-2017 /

L'importance pour le Québec d'augmenter le niveau de ses exportations et de retrouver rapidement une balance commerciale positive est un enjeu systématiquement rapporté par MEQ lors de ses représentations politiques. La globalisation de l'économie, en accentuant les pressions concurrentielles sur les entreprises québécoises, incite ces dernières à mieux se positionner sur les réseaux mondiaux de commerce et à renforcer leur chaîne d'approvisionnement à l'international. Le gouvernement du Québec a complété sa politique économique d'un Plan de développement du commerce extérieur. L'approche générale de ce plan consiste à faciliter les démarches des entreprises dans le développement de leurs activités à l'étranger. Il prévoit notamment des allègements réglementaires pour simplifier l'accès aux programmes d'aide gouvernementaux, le déploiement de services d'accompagnement-conseil et des initiatives de réseautage d'affaires et de maillage entre entreprises et réseaux industriels. Le plan de développement du commerce extérieur reconnaît également la difficulté première des entreprises à se conformer aux normes de production étrangère. Association partenaire d'Export Québec, MEQ a offert toute sa collaboration pour en soutenir l'atteinte des objectifs.

Partenariats et réseaux de MEQ / diminuer les risques

Mars 2013 / Exportation et développement Canada (EDC) et Manufacturiers et exportateurs du Canada (MEC) s'associent pour aider les PME exportatrices / MEC signe une entente stratégique avec EDC afin de promouvoir l'assurance crédit et d'aider les entreprises à accroître leurs ventes en garantissant le paiement de leurs transactions. En réduisant leurs risques, les PME exportatrices peuvent ainsi offrir de meilleures modalités de paiement à leurs clients, augmenter leurs fonds de roulement et ainsi être en mesure d'honorer de plus nombreux contrats. Pour tous les membres de l'association, les frais d'acceptation liés aux nouvelles demandes d'assurance crédit seront pris en charge. Les entreprises déjà titulaires de police sont admissibles à un crédit porté à leurs frais de renouvellement. En réduisant leurs risques commerciaux, les entreprises sont en meilleures dispositions pour augmenter leurs ventes, notamment en Europe, où l'assurance crédit est largement répandue.



Mars 2013 / Leadership Global / Bénéficiant d'une longue expérience en matière de réseautage et d'échange de meilleures pratiques, MEQ crée le groupe *Leadership Global*. Réservé aux dirigeants de PME exportatrices, il propose une approche concrète pour accompagner les entreprises dans leur développement international, grâce au partage d'expérience et à l'échange de meilleures pratiques entre les participants sur les différents enjeux stratégiques et opérationnels de leur chaîne d'approvisionnement. Organisés par région, les groupes *Leadership Global* ont accès à des experts en commerce international, prennent part aux événements MEQ dans les séries *Occasions d'affaires*, *Export Experts* et *Frontières Sud*. Les participants bénéficient également de l'outil Internet Leading Boards, permettant une communication et une collaboration continue entre les entreprises participantes.

Mai 2013 / EEN-CANADA / Manufacturiers et exportateurs du Canada (MEC) devient l'organisation canadienne représentative du réseau Enterprise Europe Network (EEN). Composé de 600 organisations à vocation économique, EEN propose à 2,5 millions de PME, réparties dans 50 pays partenaires, un accès facilité à de nouvelles occasions d'affaires et permet ainsi d'aider les entreprises canadiennes à développer de nouveaux partenariats commerciaux. Dans le cadre des activités de EEN-Canada, quatre secteurs d'activités font l'objet d'efforts particuliers : l'automobile, l'aéronautique et l'aérospatial, l'énergie et les technologies propres.



L'Europe à la portée de votre entreprise



Septembre 2013 / Réseau Expert Commerce international / MEQ a lancé son premier Réseau Expert en commerce international. Strictement réservé aux membres de l'association et orienté sur les questions internationales des entreprises manufacturières, ce nouveau réseau a été lancé le 19 septembre au Port de Montréal. Les participants ont ainsi eu l'occasion de visiter les installations du premier port de conteneurs en importance de l'est du Canada. Le Réseau Expert *Commerce international* permet aux entreprises de partager idées, solutions et meilleures pratiques qui faciliteront leur expansion sur les marchés étrangers. La première session de travail s'est déroulée chez BRP en novembre 2013 et s'est concentrée sur la gestion de la conformité douanière. Les stratégies de développement et de commercialisation, la fiscalité internationale, le financement des exportations, le transport de marchandises, la logistique et la chaîne d'approvisionnement seront parmi les thèmes abordés en 2014.

Accès États-Unis / savoir pour voir

Novembre 2013 / MEQ a lancé une toute nouvelle publication dédiée à l'expansion des PME québécoises aux États-Unis. Accès États-Unis est le résultat de la collaboration d'experts en commerce international. Soutenue par Export Québec et suivant la tradition d'échange de meilleures pratiques de l'association, cette nouvelle publication propose chaque mois une série d'articles sur des opportunités d'affaires et informant des conditions actuelles d'investissements au sud de la frontière. Les collaborateurs de la publication sont membres ou partenaires de l'association.



Les évènements MEQ / gagner en expérience



Entreprises hôtes 2013 d'Export Experts

- / Labplas Inc.
- / Tekna Systèmes Plasma Inc.
- / Cirque du Soleil
- / Lanctôt Ltée

Export Experts est présenté par



avec le soutien de



Série Frontière Sud

Février 2013 et novembre 2013 / Renforcez vos activités sur le marché américain. MEQ a continué en 2013 la tournée *Frontière Sud*, des conférences livrées par des experts sur les conditions d'affaires les plus actuelles aux États-Unis / **Entreprises partenaires de la Série Frontière Sud** : BDO Canada, Le Groupe CAI Global, Novacap Industries, Norton Rose Fulbright Canada, Pélican International.

Série Enjeux

Mars 2013 / **Politique économique fédérale** / L'honorable Edward Fast et l'honorable Christian Paradis s'adressent aux membres de l'association sur les négociations avec l'Europe et les retombées pour les entreprises canadiennes de ce nouvel accord commercial.

Mai 2013 / **Stratégie internationale : la vision globale de GLV** / Laurent Verreault, président exécutif du conseil d'administration de GLV, a partagé la vision d'affaires qui a permis le déploiement mondial de l'entreprise.

Série Café

Juin 2013 / **Situation politique aux États-Unis** et orientations du gouvernement Obama pendant son second mandat. MEQ reçoit l'honorable David Jacobson, ambassadeur des États-Unis au Canada.



- 1/ Daniel Gervais, vice-président - sport, Lancôt Ltée / Dominic Vienot, directeur - développement des affaires, Expansion Québec / Gino Belleville, président, Plastiques GPR Inc. / Marie-France Sosa, développement des affaires, Plastiques GPR Inc. / Lynda Beaudin, chef de la direction financière, Groupe Novatech Inc. / **Export Experts** chez Lancôt Ltée, septembre 2013.
- 2/ L'honorable Ed Fast, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, gouvernement du Canada / Simon Prévost, président, MEQ / L'honorable Christian Paradis, ministre de l'Industrie et ministre d'État à l'Agriculture, gouvernement du Canada / **Série Enjeux**, mars 2013.
- 3/ Jacques Foisy, président et associé directeur, Novacap Industries / Joy Murad, associée, fiscalité, BDO / Birgit Matthiesen, représentante à Washington, Manufacturers et exportateurs du Canada / Simon Prévost, président, MEQ / Marc Beauchamp, vice-président et associé, Le Groupe CAI Global / **Série Frontière Sud**, février 2013.
- 4/ Laurent Verreault, président exécutif du conseil d'administration, GLV / **Série Enjeux**, mai 2013.
- 5/ Martin Thériault, directeur aux essais et conformité, CRIQ / **Série Occasions d'affaires**, octobre 2013.
- 6/ Manon Hamel, directrice principale - développement des affaires du Québec, Caisse de dépôts et placement du Québec / L'honorable David Jacobson, ambassadeur des États-Unis au Canada / Simon Prévost, président, MEQ / **Série Café**, juin 2013.



Série Occasions d'affaires

Mai 2013 / Cercle des dirigeants d'entreprises franco-québécois / Accueil de la délégation française.

Juin 2013 / MEQ participe à une mission économique au Mexique et engage une collaboration avec la Confederacion Patronal de la Republica Mexicana en vue de l'évènement Mexican Day en 2014.

Août 2013 / La croissance de votre entreprise au Texas, MEQ accueille l'honorable John Steen, Secrétaire d'État du Texas.

Octobre 2013 / IOEX, *Identification d'opportunités d'exportation pour les PME québécoises*. Le CRIQ présente aux membres de MEQ son nouveau service d'information stratégique.

Novembre 2013 / Carrefour Europe 2013, activité de réseautage avec des partenaires d'affaires européens.

Carrefour Europe 2013

- 1/ Catherine Villemer, conseillère principale, relations publiques et partenariats, Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM).
- 2/ Table ronde de l'Autriche animée par Johanna Napetschnig, directrice de projets technologies, ACCENT et Hans Nagl, directeur Amérique du Nord, Austrian Business Agency (ABA).
- 3/ Table ronde de MEQ - Enterprise Europe Network, animée par Bernard Labadie, directeur - affaires internationales, MEQ.
- 4/ Xavier Van Overmeire, chef régional du secteur du commerce international, Dentons Canada S.E.N.C.R.L.
- 5/ Jacques L'Écuyer, président et chef de la direction, 5N Plus Inc.
- 6/ Marie-Anne Coninx, Ambassadrice de l'Union européenne au Canada.
- 7/ Michel Audet, sous-ministre aux Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur.
- 8/ Julie Pottier, vice-présidente régionale, Québec, Exportation et développement Canada (EDC).
- 9/ Frédéric Mérand, directeur adjoint, Centre d'excellence sur l'Union européenne.
- 10/ Marc Voyer, président, Integrim et Danielle Lafond, présidente, Labplas Inc., récipiendaires du Prix Carrefour Europe 2013.

Les enjeux relatifs à la main-d'œuvre du secteur manufacturier sont particuliers : la formation est technique, très spécialisée et les métiers sont souvent soumis à une réglementation stricte. Ces dernières années, la consolidation qui a marqué le secteur en a réduit l'attractivité, notamment chez les jeunes qui ont tendance à privilégier des programmes d'études plus généraux et académiques. **La situation est urgente** et les solutions sont multiples.

Capital humain

Représentation politique / plus de flexibilité sur le marché de l'emploi

Février 2013 / Stratégie Tous pour l'emploi / En tant que membre de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), MEQ a salué la nouvelle stratégie *Tous pour l'emploi* déposée par le gouvernement du Québec. Cette stratégie contient une série de mesures pour un meilleur accès à une main-d'œuvre qualifiée. Cependant, MEQ continuera ses représentations afin que le gouvernement du Québec se préoccupe plus directement du poids des taxes et des contributions sur la masse salariale, ces dernières décourageant une véritable dynamique d'investissement en formation.

Avril 2013 / Système de retraite québécois / MEQ suit les débats sur le financement du système de retraite québécois et a demandé au gouvernement que la réforme envisagée n'alourdisse pas indûment le fardeau financier des contribuables, des travailleurs et des employeurs. MEQ recommande en particulier des avenues qui privilégient des incitatifs pour retarder la sortie des travailleurs expérimentés du marché du travail.

Avril 2013 / Politique linguistique / Tout en reconnaissant la nécessité absolue de défendre la langue française au Québec, MEQ a contesté le bien-fondé de certaines mesures du projet de loi 14 sur la nouvelle politique linguistique du Québec. Les dispositions proposées dans le projet de loi auraient, en effet, pénalisé les PME. MEQ a notamment rappelé l'avantage que constitue le bilinguisme au travail et s'est opposé à l'interdiction pour les employeurs d'exiger la connaissance d'une autre langue que le français, que ce soit lors de l'embauche, d'une mutation ou d'une promotion. Les restrictions linguistiques contenues dans le projet de loi 14 ont soulevé de nombreuses questions aux frontières des obligations, notamment pour les entreprises en lien constant avec d'autres entreprises et filiales installées dans le reste du monde.

Mai 2013 / Taux de cotisation de la CSST / Siégeant au conseil d'administration de la CSST, MEQ effectue tout au long de l'année les représentations nécessaires à un régime de santé et sécurité au travail à la fois plus efficace sur le plan de la prévention et moins coûteux pour les entreprises. MEQ s'est d'abord réjoui de la diminution rapportée des lésions professionnelles en 2012 et de la bonne performance financière de la CSST. Cela a permis de justifier une baisse du taux moyen de cotisation de la CSST de 2,08 \$ à 2,02 \$ par 100 dollars de salaire assurable entre les années 2013 et 2014, une décision que l'association a naturellement applaudie, cette baisse du taux participant à la réduction du fardeau fiscal des entreprises.

Août 2013 / Réforme de l'assurance-emploi / Le gouvernement fédéral a mis en vigueur, en janvier 2013, la réforme du programme d'assurance-emploi. MEQ craint que cette réforme résulte en une mauvaise adéquation formation-emploi. En raison du resserrement des conditions d'admissibilité, un bénéficiaire de prestations d'assurance-emploi serait tenu d'accepter rapidement un poste éloigné de sa spécialité de base. La réforme ignore également la réalité saisonnière du secteur manufacturier. MEQ en observera les impacts et continuera les représentations auprès du gouvernement fédéral afin de s'assurer que les effets de cette réforme ne limitent pas davantage l'adéquation formation-emploi.

Capital humain MEQ / 4 initiatives pour une meilleure adéquation formation-emploi dans le secteur manufacturier

La disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée est un enjeu prioritaire pour les entreprises manufacturières. Afin de faciliter la relève, une meilleure adéquation formation-emploi et afin d'aider les entreprises à attirer les meilleurs talents, MEQ a mis en place une série d'initiatives spécifiquement dédiées au marché du travail et à la valorisation des compétences.



1/ Zone M / Zone M vise à faire découvrir aux jeunes de 15 à 24 ans les métiers spécialisés relevant de la formation professionnelle ou technique par l'entremise de visites guidées dans des entreprises manufacturières de leur région. Créé en 2004, le programme Zone M cumule 1810 visites industrielles au bénéfice de 35 886 étudiants.



2/ Nouvelle initiative 2013 / Préparant son dixième anniversaire en 2014, Zone M dévoilera sa nouvelle identité visuelle et annoncera l'élargissement de son programme de visites industrielles en ouvrant son partenariat avec les milieux de l'éducation aux centres de formations professionnelles, aux cégeps et aux universités. Il s'agit de faire découvrir toutes les possibilités des milieux manufacturiers à des étudiants de différents horizons. Les visites industrielles de MEQ permettent d'établir des liens entre les différents domaines et d'ouvrir les portes de l'industrie à de nouveaux talents.

3/ Salons régionaux / En tant que représentant des entreprises manufacturières, MEQ participe à plusieurs salons d'emplois régionaux afin d'aider ses membres dans leur recherche de personnel et de promouvoir les métiers de la fabrication. MEQ a notamment participé en 2013 au *Salon Priorité Emploi de Granby*, au *Défi Emploi de Drummond*, au *Salon Ma Carrière de Brossard*, au *Salon Carrière Formation de Québec* et à la *Foire nationale de l'emploi de Montréal*.



4/ iCME : site d'emploi des métiers manufacturiers et du commerce international / iCME.ca est le seul site d'emploi au Canada spécialisé dans les secteurs manufacturiers et les métiers du commerce international. Au-delà de la possibilité de consulter les offres d'emplois et les profils professionnels des travailleurs, iCME.ca fournit également diverses informations relatives au marché du travail. Le service est gratuit pour les membres de MEQ.

Évènements MEQ / toujours encourager la relève entrepreneuriale



Septembre 2013 / Golf des Manufacturiers / Pour une seconde année consécutive, le *golf des Manufacturiers* a permis de soutenir la *Bourse de la relève manufacturière* qui vient encourager la croissance d'une nouvelle entreprise innovante installée au Centre de l'entrepreneurship technologique (Centech). La bourse comprend un accès à des services-conseils et des services d'experts offerts par des entreprises partenaires. MEQ offre également l'accès à une multitude d'activités de réseautage et d'échange de meilleures pratiques dans le cadre de sa programmation d'évènements. Le premier récipiendaire de la *Bourse de la relève manufacturière* sera annoncé au premier trimestre 2014.



Le Québec fait partie des rares territoires privilégiés pour qui l'enjeu énergétique est également un atout, tant sur le plan des approvisionnements que sur le plan environnemental. C'est un levier puissant de développement économique et un intrant dont l'accessibilité constitue un **avantage concurrentiel** pour l'industrie.

Énergie et développement durable

Représentation politique / diversifier pour sécuriser


Septembre 2013 / Politique énergétique du Québec / Le gouvernement a lancé des consultations publiques sur les enjeux énergétiques du Québec. Participant à ces consultations, MEQ a rappelé l'importance hautement stratégique des approvisionnements en énergie et a demandé au gouvernement d'en garantir la diversité des sources afin d'en assurer la sécurité, dans le contexte d'une demande mondiale en produits énergétiques qui continuera indéniablement de croître. Le coût de l'énergie joue un rôle premier dans la compétitivité des industries et l'instabilité chronique des prix, observée au cours des dernières années, est une des tendances économiques qu'il va falloir de mieux en mieux apprivoiser. L'accès à de l'hydroélectricité relativement abondante ne réduit pas la nécessité pour le Québec d'optimiser la gestion et la production de son portefeuille énergétique. La position de l'association s'articule essentiellement sur la nécessité d'en faire un levier de développement économique. MEQ a ainsi demandé au gouvernement d'encourager le développement des filières pétrolières et gazières en favorisant l'exploration des ressources québécoises et en diversifiant les sources avec, en premier lieu, un approvisionnement canadien. MEQ préconise, par ailleurs, que le gouvernement privilégie l'allocation des surplus d'hydroélectricité au secteur industriel et envisage rapidement une réflexion sur les tarifs industriels d'hydroélectricité, et ce, dans la perspective d'encourager les investissements manufacturiers.

Octobre 2013 / Renversement de la ligne 9B d'Enbridge / MEQ a soutenu le projet de renversement de la ligne 9B d'Enbridge devant l'Office nationale de l'énergie et devant la *Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles* à l'Assemblée nationale du Québec. L'approvisionnement en pétrole de l'Ouest canadien est une opportunité de donner un nouvel élan aux industries québécoises de la raffinerie et de la pétrochimie et, par ricochet, à l'ensemble des entreprises manufacturières.



Dans une perspective de long terme et étant donné l'importance stratégique des enjeux énergétiques, l'association considère qu'au-delà d'un accès à un pétrole canadien à moindre coût, le Québec doit sécuriser ses approvisionnements énergétiques en diversifiant ses sources, en particulier les sources de pétrole dont la quasi-totalité des volumes consommés au Québec proviennent d'Afrique du Nord. MEQ continuera dans l'avenir de promouvoir la sécurité énergétique du Québec, un facteur économique de plus en plus important dans le contexte mondial actuel.

MEQ fait partie de la Coalition en appui au projet d'inversion de la canalisation 9, réunissant différentes organisations économiques et syndicales.



« Si le respect de l'environnement est une nécessité évidente, l'économie reste le premier véhicule du développement durable et dont la dynamique est d'abord une dynamique d'innovation et d'investissement. MEQ s'oppose à une vision antagoniste entre environnement et économie : le risque zéro n'existe pas et le développement durable est un processus qui se construit. Si les enjeux énergétiques suscitent beaucoup de sensibilité environnementale, l'État doit promouvoir au sein de la société québécoise un arbitrage favorisant la création de richesse, afin d'éviter une réduction trop systématique des principes de développement durable à une préférence pour le non-développement. Notre responsabilité se trouve dans ce pragmatisme. »

MANUFACTURIERS ET EXPORTATEURS DU QUÉBEC

Évènements MEQ / se développer efficacement pour se développer durablement

Mai 2013 / Cascades : le développement durable comme stratégie d'affaires / La réduction de l'empreinte environnementale, le développement de produits et de procédés toujours plus innovants, les gains en efficacité énergétique, l'usage réduit des ressources en eau, en passant par la mobilisation des partenaires d'affaires, sont autant de facteurs qui ont construit le succès de Cascades. MEQ a reçu Carl Blanchet, directeur corporatif, développement durable et innovation chez Cascades, ainsi que Thibaut Millet, leader du groupe en changements climatiques et développement durable de chez EY, afin de présenter les nouvelles tendances et les derniers outils de gestion permettant aux entreprises manufacturières d'être plus proactives dans leur stratégie de développement durable.

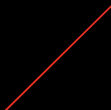


Carl Blanchet, directeur corporatif, développement durable et innovation, Cascades / Thibaut Millet, leader du groupe en changements climatiques et développement durable, EY / **Série Expertises d'ici**, mai 2013





Performer / être exceptionnel
en se prévalant du meilleur
de nos différences.



Nulle société ne peut se
développer sans la science,
sans l'industrie et
sans les arts.



L'augmentation sans précédent de la concurrence mondiale au cours des dernières années a remis en cause la capacité des économies développées à renouveler leur compétitivité et à trouver un nouveau chemin de croissance.

Chez Manufacturiers et exportateurs du Québec, nous affirmons que la créativité n'a pas de limite et que le succès économique est une nécessité avant d'être un objectif.

Il se construit avec un engagement collectif autour d'une culture économique forte.

Par excellence

Les Réseaux Experts de MEQ réunissent les leaders de l'industrie sur les principaux enjeux opérationnels. La collaboration est centrée sur l'échange de meilleures pratiques. En partageant leurs expériences, les manufacturiers s'inspirent et définissent les clés de leur **croissance**.

Les Réseaux Experts de MEQ ont pour objectif de favoriser la synergie entre les leaders d'entreprises et d'offrir des outils concrets et pratiques pour améliorer la performance de leur entreprise. Les rencontres s'organisent également autour de séances de sensibilisation sur des problématiques organisationnelles, d'activités de réseautage et de visites industrielles. Les nombreuses questions associées au développement durable sont traitées de manière systématique afin d'aider les entreprises à les intégrer progressivement à leur plan d'affaires. Les thèmes abordés sont décidés et planifiés par les participants.

Depuis 2013, MEQ a mis à la disposition des Réseaux Experts le portail Internet **Leading Boards qui offre aux membres un espace de collaboration accessible en tout temps.**

En 2013, 1008 professionnels ont participé aux 49 rencontres des Réseaux Experts.

Automatisation flexible

/ Mise en place de nouveaux projets d'automatisation	Mars 2013	Artopex Inc. et Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)
/ Robot de précision et d'étalonnage	Jun 2013	Bombardier Aéronautique
/ Enjeux spécifiques au secteur aérospatiale	Oct. 2013	Conseil national de recherches Canada (CNRC)
	Nov. 2013	École de technologie supérieure (ÉTS)

Maintenance et fiabilité

/ Indicateurs de performance et gestion d'actifs	Janv. 2013	Bell Helicopter Textron Canada Ltée
/ Fiabilité des équipements	Fév. 2013	MEQ
/ Cadenassage	Mars 2013	MEQ
/ Implantation d'un plan de fiabilité	Mars 2013	Camoplast Solideal Inc.
/ Enjeu de main-d'œuvre dans le domaine de la maintenance	Jun 2013	Thomas & Betts Limitée
	Sept. 2013	Lafarge Canada Inc. - Usine de Saint-Constant
	Nov. 2013	Rio Tinto Alcan Inc.

Amélioration continue

/ Processus et déploiement stratégique	Janv. 2013	Demers Ambulances et PACCAR du Canada Ltée
/ en amélioration continue	Mars 2013	IBM Canada Ltée et Mabe Canada Inc.
/ Développement des compétences et élaboration de nouveaux produits	Jun 2013	Valeant Pharmaceuticals International, Inc.
/ Excellence des processus	Sept. 2013	Bell Helicopter Textron Canada Ltée et Groupe Bertec
	Déc. 2013	Le Groupe Créatech et Rolls-Royce Canada Ltée

Approvisionnement stratégique

/ Réduction des coûts et achats groupés	Fév. 2013	Bombardier Transport
/ Processus S&OP (Plan Industriel et Commercial)	Avril 2013	Demers Ambulance et Port de Montréal
/ Planification de la production et des stocks	Oct. 2013	Les Produits Verriers Novatech Inc.
	Déc. 2013	Mabe Canada Inc.

Commerce international / une nouvelle initiative 2013

/ Visite du Port de Montréal	Sept. 2013	Port de Montréal
/ Gestion des règles douanières	Nov. 2013	BRP Inc.

Développement des compétences

/ Gestion des talents et développement des compétences en amélioration continue	Fév. 2013	BRP Inc.
/ Sururaku et apprentissage dans l'action	Jun 2013	Pfizer Canada Inc.
/ Culture de mobilisation	Jun 2013	IBM Canada Ltée et Les Aliments Maple Leaf Inc.
/ Co-développement	Oct. 2013	Bell Helicopter Textron Canada Ltée et Bombardier Inc.
	Nov. 2013	Bridgestone Canada Inc. et IBM Canada Ltée

Développement durable

/ Approvisionnement et veille réglementaire	Mars 2013	Cascades Inc.
/ Marketing et développement durable	Mai 2013	Cascades Inc. et EY
/ Gestion des matières résiduelles dangereuses	Jun 2013	Cégep de Sorel-Tracy
/ ISO 50001	Sept. 2013	Cascades Inc., IBM Canada Ltée et RECYC-QUÉBEC
/ Subventions	Nov. 2013	Alcoa Limitée et Sanimax ACI Inc.
/ BNQ 21000		

Dirigeants des opérations

/ Suivi de la production et indicateurs de performance	Janv. 2013	Demers Ambulances et PACCAR du Canada Ltée
/ Formation des dirigeants et fabrication Lean	Fév. 2013	Bombardier Aéronautique
	Mai 2013	Mabe Canada Inc.
	Oct. 2013	BRP Inc. et Les Industries Spectra Premium Inc.
	Déc. 2013	IBM Bromont

Santé et sécurité au travail (SST)

/ Travaux en hauteur et analyse des risques	Fév. 2013	IBM Canada Ltée et Schneider Electric Canada Inc.
/ Code du bâtiment et SST	Mars 2013	Séance de formation
/ Code électrique	Mai 2013	Séance de formation
/ Prévention, réglementation et audit STOP	Mai 2013	Séance de formation
/ Ergonomie	Mai 2013	Séance de formation
/ Bilan C21	Avril 2013	Agropur coopérative, division industrielle, MEQ et Teledyne Dalsa semiconducteur Inc.
	Sept. 2013	Alstom Énergie & Transport Canada Inc., Les Emballages Knowlton Inc., MEQ et Veyance Technologies Canada Inc.,
	Oct. 2013	Centre patronal SST et TC Imprimeries Transcontinental

Supervision et leadership

/ Supervision et amélioration continue	Janv. 2013	Demers Ambulances et PACCAR du Canada Ltée
/ Recherche et développement, chefs d'équipe et coaching	Mars 2013	Bombardier Aéronautique
/ Formation	Mai 2013	BRP Inc. et Les Produits Verriers Novatech Inc.
	Oct. 2013	Exo-s Inc. et Pratt & Whitney Canada Inc.
	Nov. 2013	Pharmascience Inc. et Teknion - Roy & Breton

Gains de **productivité**

Les formations MEQ répondent de la manière la plus efficace possible aux besoins opérationnels de l'industrie en se concentrant essentiellement sur des programmes visant des gains directs de productivité. En 2013, MEQ a complété son offre avec un volet international afin d'aider les entreprises à préparer leurs équipes à la croissance de leurs activités sur les **marchés extérieurs**.

À propos du formateur

ALEXANDRE BOIVIN, ing., CPIM
Directeur, Programmes de formation



Spécialisé en amélioration continue et formateur agréé par Emploi-Québec, Alexandre Boivin a rejoint l'équipe de MEQ en 2009. Il est ingénieur industriel, diplômé de l'École polytechnique de Montréal et dispense les formations offertes par MEQ. Il intervient dans l'application des concepts de gestion des opérations et coache la réalisation concrète de projets chez des manufacturiers. Alexandre est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec et membre du conseil d'administration de l'école-entreprise Formétal depuis 2011.

- / **15 années d'expérience** au sein de l'industrie manufacturière, en formation et en consultation.
- / **1000 heures de formation** dispensées en certification CPIM en gestion de la production et des stocks auprès d'entreprises manufacturières québécoises provenant de multiples secteurs d'activités.
- / La mise sur pied de la Certification en amélioration continue / **Lean Manufacturing**
- / **700 heures de formation** dispensées pour la certification en amélioration continue / Lean Manufacturing

Certification en amélioration continue / Lean Manufacturing

Module 1 / Introduction au Lean

Module 2 / Les outils Lean : vision et stratégie

Module 3 / Les outils Lean : opérations et processus

La supervision dans un contexte Lean

Module A / Les premiers pas vers un changement culturel

Module B / Implantation de la supervision Lean au quotidien

Certification CPIM en gestion de la production et des stocks

Module 1 / Éléments de la chaîne d'approvisionnement

Module 2 / Planification-maître des ressources

Module 3 / Programmation et planification détaillées

Module 4 / Exécution et contrôle des opérations

Module 5 / Gestion stratégique des ressources et des opérations

Gestion des matières résiduelles

Module A / Introduction à la gestion des matières résiduelles :
enjeux, moyens et bénéfices

Module B / Préparer un plan de gestion des matières résiduelles
pour une entreprise manufacturière

Nouveau en 2013 / Réussir à l'international

En collaboration avec Preventa, MEQ vous propose un atelier de haut niveau destiné aux dirigeants d'entreprises manufacturières cherchant les pistes d'un développement international de leurs activités. Cet atelier d'une journée permet aux participants de répondre aux principaux enjeux liés à l'internationalisation et d'obtenir des solutions concrètes de gestion ainsi que des outils décisionnels qui leur permettront de dépasser les obstacles à un positionnement stratégique sur les marchés étrangers.

Conseil d'administration

Président du conseil

Bernard Labrecque

Associé
IBM Services d'affaires mondiaux

Vice-présidente du conseil

Édith Jacques

Associée
Lavery

Administrateurs

Sylvain Bolduc

Chef des services financiers
Activités commerciales
Rio Tinto Alcan Inc.

Jean Majeau

Vice-président principal, affaires
corporatives et communications
Kruger Inc.

Normand Chouinard

Chef des investissements
Fonds de solidarité FTQ

Pierre Pichette

Vice-président, communications
affaires publiques
BRP Inc.

Hélène V. Gagnon

Vice-présidente, affaires publiques,
communications et responsabilité
d'entreprise
Bombardier Aéronautique

Nathalie Pilon

Présidente
Thomas & Betts Limitée

Hugo D'Amours

Vice-président, communications
et affaires publiques
Cascades Inc.

Julie Pottier

Vice-présidente régionale, Québec
Exportation et développement Canada

Michel Hémond

Président
Pyradia Inc.

Sylvain Rouleau

Vice-président, capital humain
Exfo Inc.

Elliot Lifson

Vice-président du conseil
Vêtements Peerless Inc.

Richard Tremblay

Vice-président, information stratégique
et conformité des produits à l'exportation
**Centre de recherche industrielle
du Québec (CRIQ)**

Grands partenaires

Or



Rio Tinto Alcan

Argent



Caisse de dépôt et placement
du Québec



Bronze



Desjardins
Entreprises



FONDS
de solidarité FTQ

lavery
DROIT ► AFFAIRES

Fondé en 1871, Manufacturiers et exportateurs du Canada (MEC) représente plus de 10 000 entreprises canadiennes et, au travers de la **Coalition des manufacturiers du Canada**, permet la mise en réseau de 100 000 entreprises et de 1,8 million d'employés. Résultant de la fusion, en 1996, entre l'association canadienne des fabricants et l'association canadienne des exportateurs, MEC devient ainsi la plus grande association industrielle au pays. Sa division québécoise, **Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ)**, a été fondée en 1919 et répond au contexte économique et politique de la province en conduisant ses activités de représentations politiques en fonction des particularités et des forces de l'industrie québécoise.

Coalition des manufacturiers du Canada /

Un consortium de près de 50 associations manufacturières parlant d'une seule voix au nom du secteur manufacturier canadien. La Coalition cible son mandat sur cinq enjeux prioritaires : l'investissement et l'innovation, le commerce international, les grands projets d'investissement, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée et le développement des compétences, l'allègement réglementaire.

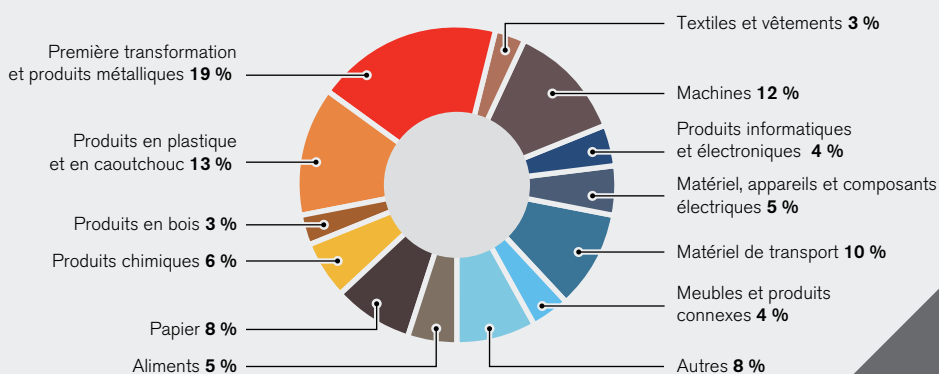
Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) /

Notre mission est d'améliorer l'environnement d'affaires et aider les entreprises manufacturières à être plus compétitives sur les marchés locaux et internationaux grâce à notre leadership, notre expertise, nos réseaux et la force de nos membres.

SCI AN 33

Le secteur manufacturier est plus large qu'il n'en paraît. Il comprend les entreprises impliquées dans une très grande diversité de biens et de technologies. Dans les faits, le secteur manufacturier comprend également tous les services associés à la performance de l'industrie québécoise, des services scientifiques et d'ingénierie aux services de financement et d'exportation, en passant par les services d'information et de formation. MEQ réunit au sein de son association l'ensemble de la chaîne de fabrication afin de permettre à l'industrie québécoise d'atteindre son plein potentiel.

Manufacturiers et exportateurs du Québec représente la plupart des activités de fabrication / **Répartition des membres manufacturiers de MEQ (décembre 2013)**



L'équipe

Simon Prévost / Président

José Jacome / Directeur général

Audrey Azoulay / Directrice - Affaires publiques et relations gouvernementales

Alexandre Boivin / Directeur - Programmes de formation

Stéphanie Bouchard / Coordinatrice - Relève manufacturière

Sarah Canetti / Adjointe aux événements

Mireille Caron / Directrice - Performance manufacturière et réseaux

Joëlle Cencig-Ferland / Chargée de projet - Zone M

Pierre Druelle / Représentant - Ventes

Annie Hamel / Coordinatrice - Exportation

Marie-Élaine Jacome / Conseillère - Marketing et service aux membres

Maryse Lavigne / Adjointe exécutive

Élisabeth Marchal / Directrice - Événements et partenariats

Josée Mercier / Chargée de projet - Zone M

Kareen Pate / Conseillère - Affaires publiques

Susan Rooke / Représentante - Ventes

- / Représentation politique
- / Information stratégique
- / Occasions d'affaires
- / Meilleures pratiques
- / Réseautage



**Manufacturiers et
Exportateurs du
Québec**

360, rue Saint-Jacques, bureau M201, Montréal QC H2Y 1P5
Téléphone : 514 866-7774 Sans frais : 1 800 363-0226

Le leadership
qui fait la **différence**

meq.ca